

La gaffe à 2,5 milliards

STANISLAS GUERINI a passé un sale moment, le 14 juin, dans le bureau d'Elisabeth Borne, où se tenait une réunion de ministres consacrée à la préparation du budget 2024. Deux jours plus tôt, le ministre de la Fonction publique avait cru bon d'annoncer aux syndicats une augmentation générale de 1,5 % du point d'indice dans la fonction publique dès le 1^{er} juillet. Il avait juste oublié d'en avertir ses collègues les plus concernés...

Lesquels sont tombés à bras raccourcis sur Guerini lors de la réunion à Matignon. « *Il est inadmissible de découvrir ça dans la presse* », a attaqué Gérard Darmanin. Pour le ministre de l'Intérieur, rejoint par ses collègues de Bercy, Bruno Le Maire et Gabriel Attal, c'est, en outre, « *une dépense typiquement inutile, car elle coûte des milliards pour un gain politique nul* ». En fait, 2,5 milliards d'euros pour le seul budget de l'Etat.

« *Cela me met en difficulté : je suis en pleine discussion sur la loi de programmation militaire, et cette annonce ajoute des milliards de dépenses* », a embayé Sébastien Lecornu. Même plainte des ministres de la Justice, Eric Dupond-Moretti,

de l'Education, Pap Ndiaye, et de l'Enseignement supérieur, Sylvie Retailleau : « *Ça va coûter beaucoup d'argent.* »

Lorsque le directeur de cabinet de Borne, Aurélien Rousseau, a appelé celui de Guerini, Paul Peny, pour lui demander des explications, ce dernier a invoqué cette excuse : « *On n'a pas réussi à les joindre.* »

Et le téléphone « interministériel » ? C'est fait pour les chiens ?

Le ministre de la Fonction publique a commis une autre gaffe en omettant d'avertir les associations d'élus. Or les collectivités territoriales sont directement concernées par la revalorisation du point d'indice, qui vaut aussi pour la fonction publique territoriale. Du coup, ces associations ont boycotté les Assises

des finances publiques, qui se tenaient à Bercy le 19 juin.

Des Assises au cours desquelles Elisabeth Borne a asséné le coup de grâce à Stanislas Guerini. « *Il ne faut pas que ce genre de choses se reproduise* », a-t-elle tranché.

Voilà un ministre plus proche de la porte que de l'augmentation du point d'indice.



Le végétarien de la fonction publique

Autre déconvenue pour Stanislas Guerini : il a perdu, la semaine dernière, un arbitrage face à son collègue Marc Fesneau. Il voulait instaurer un repas végétarien par semaine dans les cantines de la fonction publique ; le ministre de l'Agriculture était contre, et Borne lui a donné raison.

« *Je me suis pris le mur* », a reconnu Guerini devant quelques journalistes.

Quand ça veut pas, ça veut pas.

Dernières nouvelles du remaniement

Finalement, Elisabeth Borne devrait rester à son poste au moins jusqu'à la fin de la session

l'ont fait, ce qui veut dire que ça se stabilise », a souligné le chef de l'Etat un peu plus tard, en privé.

Second signal, le 15 juin, lors d'un dîner avec des industriels de l'aéronautique en présence de plusieurs ministres (Le Maire, Lescure, Beaune...). Les industriels en question ont réclamé qu'on leur accorde les « *moyens d'assurer la transition écologique* ».

Réplique de Borne, devant un Macron tout sourire : « *Ça tombe bien, je m'en occupe.* »

Pas étonnant que la Première ministre se soit déclarée « *se-reine* », lundi matin, devant les membres de son cabinet.

Charrette ministérielle

d'Ukraine et à un an des élections européennes, est un problème. »

Pour la remplacer, « *pourquoi pas Bruno Le Maire ? Le Président y pense* », confie un intime de Macron.

L'ancien conseiller spécial de Villepin remplacerait ainsi l'ancienne porte-parole de Chirac...

Rendez-vous début juillet

Un remaniement qui devrait intervenir d'ici au 14 juillet. D'ici là, Macron sera en effet accaparé par une lourde séquence internationale : Sommet pour un nouveau pacte financier mondial les 22 et 23 juin à Paris, Conseil européen les 29 et 30 juin à